



Listes des contenus disponibles sur [ScienceDirect](https://www.sciencedirect.com)

Perspectives de développement mondial

Page d'accueil du journal : www.sciencedirect.com/journal/world-development-perspectives



La création d'espaces frontaliers de ressources dans le Bassin du Congo et en Asie du Sud-Est : Une analyse critique des récits, des acteurs et des moteurs dans la région de l'Asie du Sud-Est.

littérature scientifique

Grace Y. Wong^{a,c,*}, Minda Holm^a, Niina Pietinen^b, Alizee Ville^b, Maria Brockhaus^{b,c}

^a Centre de résilience de Stockholm, Université de Stockholm, Kra'ftriket 2B, Stockholm 10691, Suède

^b Département des sciences forestières, Université d'Helsinki, P.O. Box 27 Latokartanonkaari 7, Helsinki 00014, Finlande

^c Institut de recherche sur l'humanité et la nature, 457-4 Motoyama, Kamigamo, Kita-ku, Kyoto 603-8047, Japon

ARTICLE ENFO

Mots-clés :

Frontières forestières
Récits
Territorialisation
Bassin du Congo
Asie du Sud-Est

A B S T R A C T

Les frontières forestières se transforment rapidement en sites d'agriculture marchande sous les tropiques, entraînant des transformations profondes des paysages et des moyens de subsistance. La plupart des dynamiques qui alimentent la marchandisation des frontières sont bien rodées depuis l'époque coloniale. Les politiques de dérégulation des marchés, de privatisation ou de formalisation des régimes fonciers et d'ouverture des frontières au commerce ont stimulé l'exploitation des ressources. Les interventions territoriales qui les accompagnent, telles que les nouvelles clôtures, les régimes de propriété reconfigurés et les revendications, sont utilisées à dessein pour créer de l'espace et de la main-d'œuvre, et ont radicalement reconfiguré les relations de millions de personnes avec la terre et le pouvoir. Les récits de ce qui est une opportunité pour qui, de qui devrait bénéficier de ces espaces, et de ce qui est un problème nécessitant une solution ont façonné les politiques et les choix de développement dans les frontières au fil du temps.

La science joue un rôle essentiel en mettant en avant des connaissances et des interprétations particulières, en contribuant à la résolution des problèmes et en promouvant ou légitimant certaines solutions. Dans cet article, nous examinons comment la science a dépeint les frontières forestières dans le bassin du Congo et en Asie du Sud-Est. Nous analysons les scénarios mis en avant dans la littérature scientifique et trouvons trois récits dominants qui se croisent et se renforcent mutuellement pour légitimer l'exploitation coloniale des ressources forestières et foncières, et l'adoption de codes forestiers et fonciers coloniaux qui ont profondément marqué les politiques postcoloniales. Les récits se concentrent sur l'imagination des régions frontalières en tant qu'espaces "oisifs" ou "vides", où les possibilités d'extraction, de conservation et de développement semblent illimitées ; la problématisation des petits exploitants et de l'agriculture itinérante en tant que pratiques nécessitant un changement ; et la légitimation des logiques capitalistes et basées sur le marché en tant que solutions. Nous constatons que ces récits sont largement similaires dans le Bassin du Congo et en Asie du Sud-Est et qu'ils persistent dans les politiques contemporaines et les stratégies de développement global. Cette analyse permet de mieux comprendre comment la marchandisation des frontières est apparue et quel rôle la science peut jouer pour un développement plus juste.

1. Introduction, champ d'application et principaux objectifs

Les frontières sont des lieux d'extraction et de production de ressources (Cons & Eilenberg, 2019). Les frontières sont également des lieux où les zones de conservation, de production et de sacrifice se chevauchent (Tsing, 2005) et où les revendications, les récits et les visions du monde concurrentes s'expriment souvent à travers la territorialité, les normes institutionnelles et les formes de violence (Dancer, 2021 ; Tsing, 2003).

Le regard scientifique colonial sur les frontières de ressources s'est concentré sur l'exploration des ressources et était lié à l'entreprise coloniale, souvent légitimée comme une « mission civilisatrice »

(Petitjean, 2005). Des études plus récentes ont mis en évidence les frontières forestières en tant qu'espaces de plantations de monocultures et de booms agricoles, de découverte de minéraux et d'exploitation des ressources forestières, et ces activités ont rapidement reconfiguré les systèmes fonciers, les structures socio-politiques et l'environnement (Hall et al. 2011 ; Li, 2018 ; Bryant, 1996). Si l'intensification de l'utilisation des terres dans les zones frontalières est souvent imprégnée de récits de résultats gagnant-gagnant promis par la science et les médias populaires (Liu et al., 2020), d'autres études ont montré que ces résultats sont souvent difficiles à obtenir et que les compromis gagnant-perdant ou les résultats perdant-perdant sont plus fréquents (Dawson et al., 2016 ; Nanthavong, 2021 ; Rasmussen et al., 2018).

* Auteur correspondant.

Adresse électronique : grace.wong@su.se (G.Y. Wong).

que des pans entiers de forêts sont défrichés pour les plantations de caoutchouc et de bananes, et que les petits exploitants se lancent à corps perdu dans de nouvelles cultures en plein essor rendues possibles par les commerçants et encouragées par l'État (Taylor, 2016). D'autre part, les frontières de la Malaisie Bornéo sont transformées par la territorialisation par l'État de terres coutumières pour des plantations de palmiers à huile à grande échelle au nom du « progrès » et du « développement » (Cramb,

2013 ; Majid Cooke, 2006, 2013). Dans le bassin du Congo, l'expansion des cultures de produits de base pour les marchés mondiaux et nationaux a augmenté au cours des deux dernières décennies (Ordway et al., 2017), avec des enclosures à grande échelle plus récentes ou des « accaparements de terres » considérés comme ré-instituant l'ancienne offensive coloniale contre les petits exploitants agricoles (Pee-mans, 2014).

Sous-jacents à la construction des frontières de ressources - et à leur transformation active en frontières de marchandises - se trouvent les divers acteurs, forces et processus scientifiques, étatiques et de marché qui "s'entendent" pour réinventer ces espaces en tant que zones d'opportunités économiques (Cons et Eilenberg, 2019 ; Kroger et Nygren, 2020 ; Li, 2014). Nombre des dynamiques qui conduisent à la banalisation des frontières sont bien rodées. Les politiques de dérégulation des marchés, de formalisation des régimes fonciers et d'ouverture des frontières au commerce et aux investissements étrangers ont stimulé l'exploitation des ressources en Asie du Sud-Est continentale (Barney, 2009 ; Taylor, 2016) et en Afrique subsaharienne (Oyono, 2013 ; Pemunta, 2014). Les récits et les interventions territoriales qui les accompagnent, telles que les nouvelles clôtures, les régimes de propriété et les revendications, sont utilisés à dessein à la fois à l'époque contemporaine et à travers les histoires et les sciences coloniales pour reconfigurer radicalement les relations de millions de personnes avec la terre et le pouvoir (Kelly et Peluso, 2015 ; Peluso et Lund, 2011). Ce corpus de littérature critique identifie trois dynamiques clés sous-jacentes à la création de frontières de ressources et de marchandises dans les régions forestières : 1) l'utilisation de récits pour créer un espace pour l'exploitation des ressources et la marchandisation, 2) la territorialité pour gouverner et contrôler les ressources, et 3) l'utilisation d'ordres normatifs ou de normes institutionnelles pour gérer les populations locales et leur agence.

Bien que ces dynamiques soient interdépendantes, nous nous concentrons ici sur la première dynamique, en étudiant la littérature scientifique et en identifiant les récits dominants qui sous-tendent la "création" des frontières de ressources et de marchandises, et en analysant de manière critique la manière dont les problèmes des frontières forestières sont formulés, ce qui est proposé comme solutions et qui est dépeint comme les méchants ou les bénéficiaires. Nous nous appuyons sur cette étude pour comprendre les processus de territorialité dans les frontières, et nous examinons comment la littérature a dépeint les populations locales et leur engagement dans les processus frontaliers, et comment cela continue à se refléter dans les politiques contemporaines et les stratégies de développement global.

2. Méthodologie/approche

Cette revue de la littérature se concentre sur deux biomes forestiers tropicaux majeurs, le Bassin du Congo et l'Asie du Sud-Est, qui sont tous deux des sites d'intérêts multiples allant des besoins locaux aux produits de base mondiaux. L'examen des récits dans des articles publiés dans des revues scientifiques fait partie de deux projets de recherche en cours, FairFrontiers 1 et ForEqual 2, qui visent à examiner les processus d'inégalités dans les frontières forestières et l'utilisation des forêts et des terres en Malaisie, à Bornéo, au Laos et au Myanmar en Asie du Sud-Est continentale, ainsi qu'au Cameroun et en République démocratique du Congo dans le Bassin du Congo. C'est donc sur ces pays que l'étude s'est concentrée. Trois recherches bibliographiques distinctes et interdépendantes sur les frontières forestières dans le bassin du Congo (dans la littérature scientifique anglaise et française) et en Asie du Sud-Est forment le corpus de données qui est à la base de cet article (voir détails dans la Fig. 1). Nous avons utilisé les bases de données Scopus pour identifier la littérature en anglais, complétées par Google Scholar et Web of Science pour la littérature en français. Dans les trois cas, les bases de données ont été consultées pour la première fois en novembre 2020, puis complétées par d'autres recherches jusqu'en avril 2021. La période de référence des articles examinés a été déterminée par les articles identifiés lors de la recherche, remontant à 1911 pour la littérature française et à 1950 pour la littérature anglaise. Les recherches documentaires visaient à comprendre comment les frontières forestières ont été encadrées par la science et par les moteurs et processus plus larges qui construisent et transforment activement les

frontières des ressources et des produits de base.

La littérature est identifiée à l'aide d'un ensemble de mots-clés liés aux thèmes centraux, aux processus et aux moteurs dans les régions géographiques et les pays sélectionnés (voir Fig. 1). Les recherches ont produit 1 677 articles et, après des vérifications itératives des mots-clés et des résumés des articles, l'échantillon final a été affiné à 296 articles. Les articles ont été sélectionnés pour l'analyse s'ils incluaient au moins un ou plusieurs des critères suivants : 1) changements et réformes des politiques forestières, foncières et agraires, réformes du marché, évolution de l'accès et des droits ; 2) perspectives ou intérêts dans le changement de frontière, par exemple le développement, l'extraction des ressources, la conservation ou le changement agricole ; 3) représentation des acteurs et agents à l'origine du changement de frontière et de la déforestation ; 4) perspectives, actions et impacts sexospécifiques, indigènes ou locaux ; 5) histoires et héritages coloniaux affectant la gouvernance forestière et foncière. Les articles n'ont pas été retenus si les analyses sortaient du cadre géographique concerné, s'il ne s'agissait pas d'articles scientifiques évalués par des pairs et/ou s'ils se concentraient uniquement sur les aspects biophysiques des régions frontalières.

Trois chercheurs en master ont effectué une analyse qualitative du texte à l'aide des logiciels Atlas.ti et NVivo et ont codé les documents de manière inductive en utilisant la technique du codage ouvert, où les codes sont des constructions théoriques attachées à chaque citation ou segment de texte mis en évidence pour leur importance dans l'élucidation de l'enquête de recherche en question. L'équipe a ensuite réalisé en collaboration une analyse critique afin d'identifier les différents récits de la frontière, et en particulier la manière dont le problème de la déforestation est formulé et dont les populations locales sont dépeintes. Les codes ouverts ont été regroupés en trois grandes catégories de récits et 15 catégories de problématiques et de facteurs de déforestation. Nous avons également examiné l'identification par les articles des solutions proposées pour contrer ou atténuer les facteurs de déforestation. Pour examiner leur persistance, nous avons procédé à un examen ciblé de la littérature grise et des médias afin de déterminer comment les principaux récits se reflètent dans les politiques nationales contemporaines des régions étudiées et dans les pratiques et stratégies d'une institution mondiale de développement, telle que la Banque mondiale. La Banque mondiale a été choisie en raison de sa forte influence sur les économies nationales et le développement, et de son financement dans de multiples secteurs (y compris la forêt, l'agriculture et la terre).

¹ FairFrontiers - "Fair for whom ? Politics, Power and Precarity in Transformations of Tropical Forest-agriculture Frontiers" - est financé par l'Institut de recherche pour l'humanité et la nature, Japon, de 2020 à 2026 (projet no. 14200149).

² ForEqual - "Le secteur forestier comme machine à inégalités ? Agents, Agreements and Global Politics of Trade and Investment in the Congo Basin" - est financé par la Fondation Volkswagen à travers le programme "Social Inequality as a Global Challenge" de 2020-2024 (projet 96064).

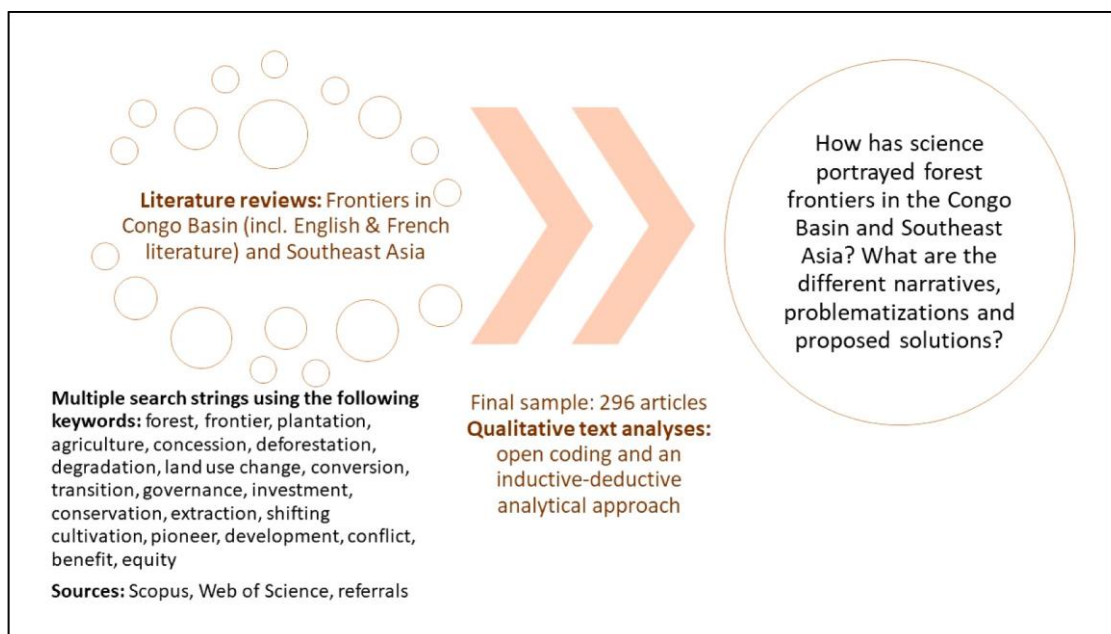


Fig. 1. Illustration de la méthode et de l'approche utilisées.

3. Résultats

Un examen critique de la littérature de notre échantillon met en évidence trois récits dominants et interconnectés sur les frontières forestières : tout d'abord, les régions frontalières sont imaginées comme des espaces "à gérer" et "inactifs", où les possibilités d'extraction, de conservation et de développement semblent illimitées. Une deuxième série de récits concerne la problématisation de la déforestation en tant qu'effet des pratiques des petits exploitants et des cultures itinérantes. La troisième série de récits, étroitement liée à la première, concerne la rationalisation et la légitimation de solutions étroitement définies, basées sur le marché, pour répondre à l'imagination de la frontière. Nous constatons que ces récits sont largement similaires dans le Bassin du Congo et en Asie du Sud-Est.

Les premiers récits liés aux frontières remontent à l'époque coloniale et présentent la forêt tropicale lointaine comme une vaste terre apparemment « vide » et « oisive » qui pourrait être contrôlée et convertie en ressources productives ou exploitée rationnellement grâce à des cadres législatifs solides et à des transformations sociales et culturelles appropriées (Cleary, 2002). Les premières descriptions des forêts tropicales du bassin du Congo en tant qu'espaces sauvages intacts remontent au XVI^e siècle (Aubr'eville, 1947) et ont été largement associées à leur caractère « vacant », « non gouverné » et « sans maître » (Rasmussen et Lund, 2018 ; Coquery-Vidrovitch, 1972). De même, l'Asie du Sud-Est était considérée comme une région riche en ressources naturelles « censées être gaspillées et non réclamées, disponibles pour le reste du monde » (Doolittle, 2004, p. 824). Le tableau 1 (see tables in Appendix) fournit des détails supplémentaires sur la manière dont ce récit se déroule dans le Bassin du Congo et en Asie du Sud-Est, souligne les points où il est critiqué ou contredit et/ou la manière dont il est imbriqué dans des politiques spécifiques et des pratiques de développement.

Les premiers récits liés aux frontières remontent à l'époque coloniale et présentent la forêt tropicale lointaine comme une vaste terre apparemment "vide" et "oisive" qui pourrait être contrôlée et convertie en ressources productives ou exploitée rationnellement grâce à des cadres législatifs solides et à des transformations sociales et culturelles appropriées (Cleary, 2002). Les premiers témoignages sur les forêts tropicales du bassin du Congo comme des espaces sauvages intacts remontent au 15^e siècle (Aubr'eville, 1947) et ont été largement associés à des espaces "vacants", "non gouvernés" et "sans maître" (Rasmussen et Lund, 2018 ; Coquery-Vidrovitch, 1972). De

même, l'Asie du Sud-Est était considérée comme une région riche en sources naturelles "censées être gaspillées et non réclamées, disponibles pour le reste du monde" (Doolittle, 2004, p. 824). Le tableau 1 fournit des détails supplémentaires sur la manière dont ce récit se déroule dans le Bassin du Congo et en Asie du Sud-Est, souligne les points où il est critiqué ou contredit et/ou la manière dont il est imbriqué dans des politiques spécifiques et des pratiques de développement.

L'image de frontières forestières vides ou inactives est souvent associée à des points de vue négatifs sur les sociétés rurales et leurs pratiques d'utilisation des terres. Les sociétés rurales sont soit ignorées, c'est-à-dire absentes des régions frontalières "vides", soit considérées comme le problème de la déforestation et de la dégradation des forêts (voir tableau 2). En particulier, les petits exploitants pratiquant la culture itinérante, peut-être la forme la plus courante d'agriculture, sont régulièrement identifiés comme le moteur de la déforestation et de la dégradation de l'environnement dans le Bassin du Congo et en Asie du Sud-Est, exacerbés par la croissance démographique et les migrations. Même si d'autres facteurs tels que les routes, l'agriculture de base, l'exploitation minière et l'exploitation forestière illégale sont également abordés, la représentation de l'agriculture itinérante a toujours été dominante dans la littérature scientifique anglaise et française depuis les années 1950 (Tematio et al., 2001 ; Evans, 1950 ; Bandy et al., 1993). La problématisation de l'agriculture itinérante est également adoptée et mise en avant par des institutions mondiales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et la forêt (FAO) (FAO, 1957).

Les deux récits ont été utilisés par les gouvernements coloniaux et post-coloniaux pour justifier l'appropriation des terres dans les zones frontalières. Les solutions proposées au problème de l'agriculture itinérante ont tourné autour de l'établissement de codes fonciers et forestiers formels et du développement de systèmes agricoles intensifiés, ces derniers n'étant curieusement pas considérés comme un facteur de déforestation mais plutôt comme une forme d'utilisation rationnelle des terres et un moteur de modernisation et de progrès (tableau 3). L'agroforesterie à base de cacao est souvent présentée comme une option durable avec ses avantages en termes de biodiversité et de carbone et ses possibilités de revenus dans tout le bassin du Congo (Bisiaux et al., 2009 ; Kotto-Same et al., 1997) et l'attribution par l'État de "terres disponibles" à des investisseurs étrangers et nationaux pour des plantations à grande échelle de bois, de biocarburants ou d'aliments s'accompagne souvent de récits de pénurie (Borras et Franco, 2018 ; Pemunta, 2014 ; Scoones et al., 2019).

4. Discussion

Notre examen critique de la littérature sur les frontières forestières dans le bassin du Congo et en Asie du Sud-Est met en évidence la manière dont les récits dominants se croisent et se renforcent mutuellement pour légitimer l'exploitation coloniale des ressources forestières et foncières, ainsi que l'adoption de codes forestiers et fonciers coloniaux qui ont profondément marqué les politiques postcoloniales. Bien que les pratiques rationnelles de la foresterie scientifique et de la territorialité aient été très diverses dans les empires coloniaux, ces institutions "n'étaient pas seulement idéales et pratiques, mais elles ont permis aux gouvernements et aux intérêts privés d'accumuler d'énormes quantités de capital au moment et depuis leur création" (Vandergeest et Peluso, 2006, p. 32), générant ainsi le pouvoir de persister et de *maintenir* ces institutions et ces intérêts jusqu'à aujourd'hui (Brockhaus et al., 2021).

4.1. *Persistance des récits sur ce qu'il faut faire, qui doit être blâmé et qui résoudra le problème dans les sciences et les politiques contemporaines à toutes les échelles.*

Nous constatons également que les récits identifiés (voir les tableaux 1 à 3, l'incompréhension des frontières en tant qu'espaces d'opportunités, les pratiques et les populations locales ayant besoin de changement, et les solutions basées sur le marché) restent très vivants à l'époque contemporaine et sont utilisés par divers acteurs pour justifier les politiques de conservation, l'expansion de l'agriculture intensive ou des plantations extensives, ainsi que d'autres plans de développement social. La problématisation des cultivateurs itinérants et des petits exploitants comme "destructeurs de l'environnement" a été reprise par la FAO après la Seconde Guerre mondiale, ce qui a conduit à une prolifération de connaissances scientifiques et de politiques visant à "résoudre le problème" (Vandergeest et Peluso, 2006 ; FAO, 1957 ; FAO, 1974). Aujourd'hui, cette rhétorique domine toujours les évaluations officielles des facteurs de déforestation et les solutions politiques proposées, malgré les preuves disponibles de l'existence de facteurs à grande échelle plus importants, tels que l'agriculture de production et les réseaux commerciaux mondiaux (Pendrill et al., 2019 ; DeFries et al., 2010 ; Lambin et al., 2001).

Cette problématisation persiste dans les documents de politique nationale REDD + où, malgré la reconnaissance de l'impact des facteurs à plus grande échelle, la plupart des stratégies et des interventions visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts se concentrent uniquement sur le niveau national et, plus souvent, sur le niveau local (Kissinger et al., 2012). Dans leur examen des documents de programme de réduction des émissions (ER-PD) de 12 pays soumis au Fonds de partenariat pour le carbone forestier en 2018, Skutsch et Turnhout (2020) ont astucieusement observé que si les cultivateurs itinérants et les petits exploitants ne sont pas nécessairement « blâmés » dans les documents de politique nationale REDD +, ce récit se reflète plus subtilement dans la position très importante que les communautés locales et les peuples autochtones se sont vu attribuer dans REDD +. Cette position reflète les arguments relatifs à leurs besoins en matière de co-avantages et de protection des moyens de subsistance par le biais de sauvegardes, et plus fondamentalement, avec des actions politiques ou des « solutions d'équité " orientées vers les cultivateurs itinérants et les petits exploitants, le rôle central ou le " fardeau » qui est envisagé pour eux dans la réalisation des activités de REDD + visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts (Wong et al., 2019). L'analyse de Skutsch et Turnhout (2020) a montré que le Laos n'était que l'un des trois pays de leur échantillon à avoir identifié les acteurs industriels et à grande échelle comme directement responsables de plus de 50 % de la déforestation. En outre, le pays a établi un lien entre les défis liés à l'harmonisation de la sécurité foncière et les possibilités non exploitées d'investissement foncier pour la croissance économique « entraînant le gaspillage des terres, la possession illégale de terres publiques et de forêts, l'octroi illégal de droits d'utilisation des terres de l'État à des particuliers » (Résolution du parti sur les terres, août

2017, citée dans le DER du Laos (FCPF (Fonds de partenariat pour le carbone forestier)), 2018, p. 9)). Pourtant, il est curieux que le Laos ait orienté la majeure partie des projets et des financements REDD+ depuis 2009 non pas pour s'attaquer aux facteurs à grande échelle, mais plutôt vers les zones protégées et les provinces du Nord qui sont largement caractérisées par leur topographie montagneuse et leur éloignement, leur diversité ethnique et leur pauvreté persistante (Dwyer & Ingalls, 2015). Cela a incité de nombreux observateurs et chercheurs à conclure que le REDD+ est encore un autre outil de territorialisation utilisé par l'État pour légitimer ses objectifs de longue date visant à « stabiliser » l'agriculture itinérante, et pour protéger les intérêts politiques et de développement de l'État qui mettent l'accent sur les investissements à grande échelle dans les terres, les infrastructures et l'hydroélectricité (Cole et al., 2017 ; Ingalls et Dwyer, 2016 ; Kenney-Lazar et al., 2018 ; Ramcilovic- Suominen, 2019).

Certaines institutions ont modifié les récits. Le tristement célèbre appel de la FAO aux gouvernements, aux centres de recherche, aux associations et aux particuliers pour qu'ils participent à la campagne visant à vaincre l'agriculture itinérante en 1957 a influencé des générations de recherche et de mentalité, soutenues par l'allocation de fonds mondiaux et d'assistance technique (Bryant, 1996), en considérant l'agriculture itinérante comme le « plus grand obstacle à ... la production agricole immédiate » (Fao, 1957). Les « problèmes de l'agriculture itinérante » ont été longuement discutés lors de nombreuses conférences de la FAO sur la fertilité des sols et l'utilisation des engrais à Ibadan en 1962 et 1973, à Dakar en 1965 et à Addis-Abeba en 1970 (FAO, 1974). Plus récemment cependant, la FAO a reconnu que « l'agriculture itinérante est en équilibre écologique avec l'environnement et ne dégrade pas de manière irréversible les ressources du sol, à condition qu'une durée de jachère suffisante soit autorisée pour la restauration du sol » (FAO, 2015) et a reconnu que l'agriculture itinérante est un moyen de subsistance important et un système de sécurité alimentaire pour les communautés indigènes (FAO et Alliance de Bioversity International et CIAT, 2021). Cependant, ces dernières publications sont produites par l'Unité des peuples autochtones de la FAO et il n'est pas clair dans quelle mesure cela représente un réel changement de paradigme qui conduirait à des changements dans les politiques et les intérêts de longue date. À ce jour, il semble que le discours bien rodé qui consiste à assimiler la productivité au progrès et à la modernité continue de dominer les mentalités dans les politiques et les pratiques.

Pemunta (2014) affirme que le vieux répertoire discursif colonial de la terra nullius (qui n'appartient à personne et a donc besoin d'être récupérée) a été utilisé par l'État postcolonial du Cameroun « pour figurer l'annulation de l'espace, l'enfermer », puis le confier à des entrepreneurs étrangers pour le « développement » (p. 40). Ce cadrage confère au développement capitaliste un caractère rédempteur : Ce cadrage donne au développement capitaliste un caractère rédempteur : « l'antidote à une condition de vide » (Makki et Geisler, 2011, p.7), sans reconnaissance de la vie et des moyens de subsistance des groupes de chasseurs-cueilleurs de la forêt et des petits exploitants ayant des droits coutumiers. L'adoption par l'État camerounais du modèle de développement capitaliste et du « protectionnisme occidental et de l'esthétique de la nature » est rendue possible par la représentation du système de connaissances autochtones et des pratiques d'utilisation des terres des Baka et des Bagyeli comme irrationnelles (Clay, 2016 ; Pemunta, 2013), ce qui légitime leur exclusion du processus de développement (Oyono, 2005).

Les récits de développement capitaliste libérateur sont facilités et conditionnés par de puissantes agences de développement mondial telles que la Banque mondiale, qui a joué un rôle déterminant dans la persistance et l'appropriation du récit de la terra nullius aujourd'hui (Oakland Institute, 2011). Dans son rapport intitulé *Awakening Africa's Sleeping Giants* (réveiller les géants endormis de l'Afrique), la Banque a dressé le tableau de « la plus grande réserve de terres agricoles sous-utilisées au monde » en Afrique occidentale, centrale, orientale et australe (Banque mondiale, 2009, p.2) et a proposé une exploitation capitaliste de ces terres supposées vides par le biais d'une mécanisation agricole intensive car « ...dans cette région, les faibles densités de population et la faible mobilité prévalent, ce qui suggère que l'intensification agricole nécessitera des exploitations de plus grande taille » (Banque mondiale, 2010, p.64). La Banque fournit également un financement direct aux entreprises agroalimentaires et façonne les climats d'investissement des gouvernements clients par le biais de son initiative *Enabling the Business of Agriculture* (EBA) 3 qui « présente des données comparables à l'échelle mondiale sur les réglementations qui sont propices aux entreprises agricoles locales, régionales et internationales » (Banque mondiale, 2017, p.ix). La suppression des réglementations, ou « réformes », a été saluée comme une réussite

pour « aider les agriculteurs à développer leurs activités » (Banque mondiale, 2019), bien que les types de réformes promus soient susceptibles de ne profiter qu'aux grandes entreprises agroalimentaires et aux investissements étrangers (Oakland Institute, 2020).

4.2. La territorialisation en tant que contrôle de l'État

Les processus de territorialisation coloniale, qui visaient en partie à contrôler l'agriculture itinérante et d'autres pratiques traditionnelles d'utilisation des terres, ont conduit à reléguer ces pratiques au rang d'« utilisation résiduelle des terres », classées comme forêts dégradées par le secteur forestier ou comme friches par le secteur agricole (Padoch et al., 2007), et à les intégrer dans des politiques d'attribution de concessions agricoles dans toute l'Asie du Sud-Est (Thein et al., 2018 ; Lestrelin, 2012 ; Majid Cooke, 2006 ; Mertz et Bruun, 2017). La littérature souligne comment le zonage ultérieur des terres agricoles et des forêts a conduit à la réaffectation des terres coutumières des populations autochtones et locales à des plantations d'arbres industrielles, à des parcs d'État et à des réserves forestières pour la conservation, à la production de bois ou à des plantations commerciales à grande échelle. Dans la Malaisie moderne du Sabah, le processus de délivrance de titres communaux aux communautés autochtones pour les terres sur lesquelles elles ont établi des droits coutumiers a été un important mécanisme de contrôle (Majid Cooke, 2013 ; Lunkapis, 2013). Le Sabah Development Corridor Blueprint 2008-2035 envisageait le palmier à huile comme le principal moteur de la réduction de la pauvreté rurale (IDS (Institute for Development Studies), 2007). Cette base, en 2009, le gouvernement de l'État de Sabah a modifié l'ordonnance foncière de 1930 en révisant l'article 76, qui prévoit que les titres communaux ne sont accordés qu'à condition que ces terres soient utilisées pour des cultures commerciales productives, telles que le palmier à huile. Majid Cooke (2013) et Lunkapis (2013) ont suggéré que les fonctionnaires de l'État de Sabah ont repris les arguments coloniaux d'« arriération » des autochtones et les ont remplacés par un nouvel objet d'intervention, à savoir « les vulnérables et les pauvres », pour permettre un type d'intervention de développement qui permet à l'État d'exercer un contrôle sur de vastes zones de terres revendiquées en vertu de droits coutumiers. Majid Cooke (2013) a appelé cela la « déterritorialisation », où les forêts défrichées pour les plantations aplatissent les souvenirs ancestraux de la terre, et les options pour l'utilisation future des terres sont perdues. Ce mécanisme de contrôle a nécessité des alliances concertées avec différentes agences sectorielles au sein du gouvernement de l'État, ainsi qu'avec des entreprises privées et publiques désireuses d'intervenir en tant que partenaires de coentreprise avec les communautés indigènes. Des ONG nationales et internationales telles que WWF Malaysia et Forever Sabah ont ensuite été engagées pour soutenir la certification de la production de palmiers à huile dans le cadre de l'ambition de Sabah d'être « le premier État vert du monde en matière de palmiers à huile » d'ici 2025 (Reuters, 2020).

Ces pratiques se retrouvent également dans les pratiques de conservation actuelles. Dominguez et Luoma (2020) ont assimilé la conservation moderne au colonialisme, où les peuples indigènes sont séparés de leur environnement naturel afin de « conserver » la terre de manière plus productive. Comme la République démocratique du Congo (RDC) possède l'une des plus grandes zones de forêts tropicales restantes, on s'attend à ce que le pays gère ses ressources pour la biodiversité mondiale, l'atténuation du changement climatique et les bénéfices du carbone. Ce récit juxtapose souvent les utilisations traditionnelles des terres et les pratiques agricoles comme étant improductives et destructrices de l'environnement, et dévalorise les systèmes de connaissances traditionnels et indigènes comme étant irrationnels (Clay, 2016). Ces récits sont souvent étayés par des études de télédétection qui montrent la perte de forêts causée par l'expansion de l'agriculture des petits exploitants (culture itinérante) et les calculs des stocks et des émissions de GES qui en résultent (Kotto-Same et al., 1997 ; Duguma et al., 2001 ; Moonen et al., 2019).

Ces notions restent prédominantes dans les mentalités politiques, malgré les incertitudes de la technologie qui a « ...entraîné une faible précision du modèle pour la classe de déforestation induite par les produits de base en Afrique ; une grande partie de la déforestation induite par les produits de base a été mal classée en tant qu'agriculture itinérante » (Curtis et al., 2018, p. 362).

La littérature fournit de nombreux cas d'investissements transnationaux dans l'extraction du bois et les plantations de matières premières pour le marché mondial, ainsi que les politiques étatiques qui créent des enclos pour faciliter l'exploitation de ces « frontières de ressources », ce qui permet souvent aux gouvernements et aux élites commerciales de capter la grande majorité des bénéfices (Jayne, 2014 ; Ngidang, 2002 ; Singh, 2020 ; Woods, 2015). Kelly et Peluso (2015) affirment que « les frontières actuelles du capitalisme ne sont pas des espaces éloignés ou "nouvellement découverts". Au contraire, ces frontières sont de nouvelles formes de marchandises dans les limites des terres publiques déjà formalisées ... dont certaines sont le produit du travail du capital par l'intermédiaire de l'État pour déposséder les demandeurs de terres concurrents » (p. 475). L'accord controversé de conservation de la nature (NCA) de l'État de Sabah, dévoilé lors de la Conférence des parties sur le climat de Glasgow en 2021, en est un exemple. Le NCA est un accord de partage des bénéfices entre le gouvernement de l'État et une entreprise privée, Hoch Standard, visant à commercialiser le carbone et d'autres services écosystémiques provenant de plus de deux millions d'hectares de forêts protégées pour les 100 à 200 prochaines années (Mongabay, 2021a). Hoch Standard a l'intention de gagner 30 % de tous les revenus futurs provenant de la vente de crédits carbone et considère qu'il s'agit d'une opportunité de débloquer les « actifs paresseux » de Sabah (The Vibes, 2022). En ce qui concerne l'absence de consultation des communautés locales et autochtones, le vice-ministre en chef de Sabah, Kitingan, a déclaré qu'elles avaient déjà été consultées lorsque les forêts ont été classées comme zones protégées et que, par conséquent, « il n'y avait aucune obligation d'inclure ces groupes dans l'élaboration de l'accord », ce qui implique l'absence de droits (Mongabay, 2021b). Les terres domaniales deviennent donc des frontières lorsque les changements dans l'économie politique plus large (et mondiale), les logiques de développement économique et les flux de nouveaux discours réorganisent les relations entre la capitale, la société et les autorités étatiques, créant souvent de nouvelles formes de marginalisations et de périphéries (Barney, 2009 ; Mahanty, 2022).

5. Conclusions

Alors que les récits coloniaux des frontières se sont concentrés sur l'extraction des ressources naturelles et l'expropriation des terres pour les plantations à des fins de profits coloniaux, un schéma similaire se produit au XXI^e siècle dans le bassin du Congo et en Asie du Sud-Est, les puissances coloniales étant remplacées par de nouveaux investissements d'entreprises transnationales, soutenus par une série de programmes postcoloniaux de réforme agraire et de développement agraire. La demande sans cesse croissante de ressources forestières, de terres pour les régimes agroalimentaires et d'énergie industrielle pour les biocarburants s'appuie sur des récits anciens de terres excédentaires, vides ou inutilisées et se justifie par des récits de crise de pénurie (Scoones et al., 2019 ; White et al., 2012). Cette forme d'hyper "néo-libéralisme-frontières" (Barney, 2009) continuera probablement à entraîner des changements spectaculaires dans les paysages socio-écologiques, ainsi que des modèles nouveaux et anciens de marginalisation et d'insécurité des moyens de subsistance parmi les populations rurales. Notre étude renforce les conclusions précédentes où (pour paraphraser Doolittle, 2004) les gouvernements coloniaux et postcoloniaux et la science ont systématiquement présenté les besoins des populations rurales en ressources naturelles comme inacceptables, simplement pour la subsistance et nécessitant l'intervention de l'État, tandis que

l'exploitation extra-locale des ressources naturelles a été protégée en raison de son efficacité et de sa productivité.

Les études critiques des frontières examinent comment les espaces riches en ressources ont été et continuent d'être incorporés dans les marchés mondiaux et les réseaux commerciaux (Cons et Eilenberg, 2019), et en tant que projets continus de territorialité, de formation de marché et de création d'État (Kelly et Peluso, 2015 ; Peluso et Lund, 2011 ; Rasmussen et Lund, 2018). Cette littérature a dépassé la notion coloniale des frontières en tant que limites ou bordures d'empires, et les idées de frontières en tant que zones sauvages, terres incultes ou ressources attendant d'être exploitées. Cependant, une grande partie de la littérature n'accorde pas suffisamment d'espace aux diverses expériences des populations locales (mentionnées dans notre étude comme petits exploitants, cultivateurs itinérants, paysans, commerçants, migrants, communautés autochtones, peuples dépendant de la forêt, chasseurs-cueilleurs, travailleurs), à leurs réponses négociées, à leurs luttes, à leurs contestations et à leur résistance aux transformations de la frontière, à quelques exceptions près (par ex. Barney, 2009 ; Mahanty, 2022 ; Pemunta, 2014 ; Tsing, 2005). Bien que cette lacune puisse, en partie, être attribuée à notre choix de termes de recherche dans l'identification de la littérature pour cette revue, nous pensons qu'une ethnographie de l'évolution des frontières sera un domaine riche pour de futures études, en particulier pour examiner les perspectives intersectionnelles et de genre (et leurs relations de pouvoir intégrées), ainsi que les politiques quotidiennes dans les frontières en évolution.

Une compréhension plus complète du rôle de la science dans la légitimation de l'évolution et de la marchandisation des frontières sera nécessaire pour informer un nouveau programme de recherche ouvert à d'autres conceptions du problème des frontières. Bien qu'il soit difficile d'établir des liens directs entre la science et la politique dans le cadre de cette étude, nos conclusions suggèrent qu'il existe des liens entre les intérêts financiers et politiques mondiaux et nationaux concernant les frontières et la science qui soutient et légitime ces intérêts. Les preuves contradictoires ont tendance à être négligées et ne semblent pas avoir d'incidence sur le changement de politique, du moins à court et à moyen terme. Nous soutenons que les nouvelles recherches devraient reconnaître activement les narratives enracinées et être sensibilisées à des alternatives plus justes au développement frontalier, au-delà des intérêts enracinés et de l'accumulation et de la territorialisation des terres par l'État capitaliste et les entreprises pour l'agriculture industrielle à grande échelle au nom du « progrès ».

Déclaration de contribution des auteurs du CRediT

Grace Y. Wong : Conceptualisation, Méthodologie, Investigation, Rédaction - version originale, Supervision, Acquisition de fonds. **Minda Holm** : Conservation des données. **Niina Pietarinen** : Conservation des données. **Alizee Ville** : Curation de données. **Maria Brockhaus** : Conceptualisation, Méthodologie, Rédaction - révision et édition, Supervision, Acquisition de fonds.

Déclaration d'intérêts concurrents

Les auteurs déclarent qu'ils n'ont pas d'intérêts financiers concurrents connus ou de relations personnelles qui auraient pu sembler influencer le travail présenté dans cet article.

Remerciements

Cette recherche est financée par l'Institut de recherche pour l'humanité et la nature (FairFrontiers, numéro de projet 14200149), avec le cofinancement de la Fondation Volkswagen (FOREQUAL, subvention n° 96964). Les bailleurs de fonds n'ont pas participé directement à la recherche ni à la préparation de l'article.

Références

- Aiken, S. R., et Leigh, C. H. (2011). In the way of development : Indigenous land-rights issues in Malaysia. *Geographical Review*, 101(4), 471-496.
- Andersen, A. O., et al. (2016). Negotiating Development narratives within large-scale oil palm projects on village lands in sarawak, Malaysia. *Geographical Journal*, 182(4), 364-374.
- Aubr'eville, A. 1947. Les brousses secondaires en Afrique é'quatoriale (Cote d'Ivoire, Cameroun, A.E.F). In *Bois et for'ets des tropiques*, 2 : 24-35.
- Ballet, J., Koffi, K.-J.-M., & Komona, K. B. (2009). La soutenabilité des ressources forestières en Afrique subsaharienne francophone : Quels enjeux pour la gestion participative ? *Mondes En Développement*, 37.
- Bandy, D. E., Garrity, D. P., & Sanchez, P. A. (1993). Le problème mondial de l'agriculture sur brûlis. *Agroforestry Today*, 5(3), 2-6.
- Barney, K. (2009). Laos and the Making of a 'relational' Resource Frontier. *Geographical Journal*, 175(2), 146-159.
- Bisiaux, F., Peltier, R., & Muliele, J.-C. (2009). Plantations industrielles et agroforesterie au service des populations des plateaux Bate'k'e, Mampou, en République Démocratique du Congo. *Bois et For'ets Des Tropiques*, 301(3), 21-32.
- Borras, S. M. et Franco, J. C. (2018). Le défi de situer les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique basées sur la terre dans une perspective de justice sociale : Vers une idée de justice climatique agraire. *Third World Quarterly*, 39(7), 1308-1325.
- Brockhaus, M., Di Gregorio, M., Djoudi, H., Moeliono, M., Pham, T. T., & Wong, G. Y. (2021). La frontière forestière dans le Sud global : Climate change policies and the promise of development and equity. *AMBIO*, 50(12), 2238-2255.
- Broegaard, R. B., Vongvisouk, T., & Mertz, O. (2017). Plans et politiques contradictoires d'utilisation des terres au Laos : Sécurité foncière et menace d'exclusion. *World Development*, 89, 170-183.
- Bryant, R. L. (1996). Romancing Colonial Forestry : The discourse of 'forestry as progress' in British Burma. *The Geographical Journal*, 162(2), 169-178.
- Bweya, M. N., Musavandalo, M. C., & Sahani, M. (2019). Dynamique d'analyse spatio-temporelle du paysage forestier de la région de Beni (Nord-Kivu, RDC). *Geo-Eco-Trop*, 43(1), 171-184.
- Camara, A. A., Dugue', P., & de Foresta, H. (2012). Transformation des mosaïques de forêt-savane par des pratiques agroforestières en Afrique subsaharienne (Guinée et Cameroun)/Transformation des mosaïques de forêt-savane par des pratiques agroforestières en Afrique subsaharienne (Guinée, Cameroun). *Cybergeo*.
- Clay, N. (2016). Produire des forêts hybrides dans le Bassin du Congo : Une écologie politique de l'approche paysagère de la conservation. *Geoforum*, 76, 130-141.
- Cleary, M. (2002). Codifying the land : Colonial Land regulation in early 20th-century british borneo. *Landscape Research*, 27(1), 25-37.
- Cleary, M. (2003). Land codes and the state in French Cochinchina c. 1900-1940. *Journal of Historical Geography*, 29(3), 356-375.
- Cleary, M. (2005a). Managing the Forest in Colonial Indochina c. 1900-1940. *Modern Asian Studies*, 39(2), 257-283.
- Cleary, M. (2005b). Valoriser les tropiques" : Discourses of development in the farm and forest sectors of french indochina, circa 1900-40. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 26(3), 359-374.
- Cleary, M. et Eaton, P. (1996). *Tradition et réforme : régime foncier et développement rural en Asie du Sud-Est*. Oxford University Press.
- Cole, R., Wong, G., Brockhaus, M., Moeliono, M. et Kallio, M. (2017). Objectifs, appropriation et engagement dans le paysage politique REDD+ de la RDP Lao. *Geoforum*, 83, 91-100.
- Cons, J., & Eilenberg, M. (Eds.). (2019). *Frontier Assemblages : The Emergent Politics of Resource Frontiers in Asia*. Oxford : John Wiley & Sons.
- Coquery-Vidrovitch, C. (1972). *Le Congo au Temps des Grandes Compagnies Concessionnaires, 1898-1930*. Paris : Mouton & Co.
- Cramb, R. (2013). *Un accaparement des terres en Malaisie ? The political economy of large-scale oil palm development in Sarawak*. Document de travail LDPI 50. *Land Deal Politics Initiative*. Pays-Bas : La Haye.
- Curtis, P. G., Slay, C. M., Harris, N. L., Tyukavina, A. et Hansen, M. C. (2018). Classification des facteurs de perte de forêts à l'échelle mondiale. *Science*, 361(6407), 1108-1111.
- Dancer, H. (2021). Peuples et forêts à la frontière du droit : Introduction. *The Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, 1-10.
- Dawson, N., Martin, A. et Sikor, T. (2016). La révolution verte en Afrique subsaharienne : implications de l'innovation imposée pour le bien-être des petits exploitants ruraux. *World Development*, 78, 204-218.
- DeFries, R. S., Rudel, T., Uriarte, M. et Hansen, M. (2010). Deforestation driven by urban population growth and agricultural trade in the twenty-first century (Déforestation due à la croissance de la population urbaine et au commerce agricole au XXIe siècle). *Nature Geoscience*, 3(3), 178-181.
- Dominguez, L. et Luoma, C. (2020). Décoloniser la politique de conservation : How Colonial Land and Conservation Ideologies Persist and Perpetuate Indigenous Injustices at the Expense of the Environment. *Land*, 9, 65. <https://doi.org/10.3390/land9030065>
- Doolittle, A. A. (2004). Powerful Persuasions : The Language of Property and Politics in Sabah, Malaysia (North Borneo), 1881-1996. *Modern Asian Studies*, 38(4), 821-850.
- Duguma, B., Gockowski, J., & Bakala, J. (2001). La culture du cacao (*Theobroma cacao* Linn.) par les petits exploitants dans les systèmes agroforestiers d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale : Défis et opportunités. *Agroforestry Systems*.
- Dwyer, M.B. et Ingalls, M., 2015. *REDD+ à la croisée des chemins : Choices and Tradeoffs for 2015-2020 in Laos*. Document de travail 179). CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Einzenberger, R. (2016). Contested Frontiers : Indigenous Mobilization and Control over Land and Natural Resources in Myanmar's Upland Areas. *Austrian Journal of South East Asian Studies*, 9(1), 163-172.
- Evans, G. (1950). *Les perspectives d'avenir du développement agricole dans les colonies*. Université de Nottingham.
- Evrard, O. et Goudineau, Y. (2004). Réinstallation planifiée, migrations inattendues et traumatisme culturel au Laos. *Development and Change*, 35(5), 937-962.
- FAO. 1957. "Culture itinérante". *Unasylva* 11(1) : 3-7.
- FAO, 1974. Documents présentés au séminaire régional FAO/SIDA/ARC/N, Ibadan, Nigeria. *Culture itinérante et conservation des sols en Afrique*. Rome : FAO.
- FAO. (2015). Dans C. Erni (Ed.), *Shifting Cultivation, livelihood and food security. New and Old Challenges for Indigenous Peoples*. Rome : FAO.
- FAO et Alliance de Bioversity International et CIAT. 2021. Systèmes alimentaires des peuples autochtones : Insights on sustainability and resilience in the front line of climate change (Systèmes alimentaires des peuples autochtones : perspectives sur la durabilité et la résilience en première ligne du changement climatique). Rome. <https://doi.org/10.4060/cb5131en>.
- FCFP (Fonds de partenariat pour le carbone forestier) 2018. "Document du programme de réduction des émissions (ER-PD) : Promouvoir REDD+ à travers la gouvernance, les paysages forestiers et les moyens de subsistance dans le nord de la RDP Lao". Banque mondiale, Washington D.C.
- Ferguson, J. M. (2014). The Scramble for the Waste Lands : Tracking Colonial Legacies, Counterinsurgency and International Investment through the Lens of Land Laws in Burma/Myanmar. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 35(3), 295-311.
- Fox, J., et al. (2009). Policies, political-economy, and swidden in Southeast Asia. *Human Ecology*, 37(3), 305-322.
- Gerber, J.-F. et Veuthey, S. (2011). Possession versus propriété dans une plantation d'arbres : Socio-environmental conflict in southern Cameroon. *Society and Natural Resources*, 24 (8), 831-848.
- Gillet, P., Llavina, E. C., Yambene, H., & Vermeulen, C. (2016). Comment les villageois nomment-ils et s'approprient-ils leurs espaces ressources ? Description d'un socio-écosystème en pays Yambassa, Cameroun. *Cahiers Agricoles*, 25(4).
- Hall, Derek, Philip Hirsch, et Tania Murray Li. 2011. "Powers of Land Dilemmas in Outeast Asia Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia". *Pouvoirs d'exclusion : Land Dilemmas in Southeast Asia* : 1-26.
- Ickowitz, A. (2006). Culture itinérante et déforestation en Afrique tropicale : Réflexions critiques. *Development and Change*, 37(3), 599-626.
- IDS (Institut d'études du développement). (2007). *Corridor de développement de Sabah : Socio-economic Blueprint 2008-2025*. Sabah : Kota Kinabalu.
- Ingalls, M. L. et Dwyer, M. B. (2016). Manquer la forêt pour les arbres ? Naviguer dans les compromis entre l'atténuation et l'adaptation dans le cadre du REDD. *Climatic Change*, 136(2), 353-366.
- Jagoret, P., Ngogho, H. T., Bouambi, E., Battini, J. L., & Nyass'e, S. (2009). Diversification des exploitations agricoles à base de cacao au Centre Cameroun : Mythe ou réalité ? *Biotechnologie, agronomie, société et environnement*, 13(2), 271-280.
- Jayne, T. S., et al. (2014). Is the scramble for land in Africa foreclosing a smallholder agricultural expansion strategy ? *Journal of International Affairs*, 67(2), 35-53.
- Kelly, A. B. et Peluso, N. L. (2015). Frontières de la marchandisation : State Lands and their formalization. *Society and Natural Resources*, 28(5), 473-495. <https://doi.org/10.1080/08941920.2015.1014602>
- Kenney-Lazar, M., Dwyer, M., & Hett, C. (2018). *Transformer la terre en capital : Évaluation d'une décennie de politique dans la pratique*. Vientiane : un rapport commandé par le groupe de travail sur les questions foncières au Laos.
- Kenney-Lazar, M. et Mark, S. (2021). Variegated transitions : Emerging forms of land and resource capitalism in Laos and Myanmar. *Environment and Planning A : Economy and Space*, 53(2), 296-314.
- Kenney-Lazar, M., 2013. *L'agriculture itinérante au Laos : Transitions in policy and perspective*. Rapport commandé par le secrétariat du groupe de travail sectoriel pour Kissinger, G., Herold, M., & De Sy, V. (2012). *Moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts : Un rapport de synthèse pour les décideurs politiques REDD+*. Vancouver, Canada : Lexeme Consulting.
- Kotto-Same, J., Woome, P. L., Appolinaire, M. et Louis, Z. (1997). Carbon dynamics in slash-and-burn agriculture and land use alternatives of the humid forest zone in Cameroon. *Agriculture Ecosystems and Environment*.
- Kroger, M. et Nygren, A. (2020). Shifting frontier dynamics in Latin America. *Journal of Agrarian Change*, 20(3), 1-23.
- Kusakabe, K. et Myae, A. C. (2019). Précarité et vulnérabilité : Rubber plantations in northern Laos and northern Shan state, Myanmar. *Journal of Contemporary Asia*, 49 (4), 586-601. <https://doi.org/10.1080/00472336.2018.1554161>
- Lambin, E. F., Turner, B. L., Geist, H. J., Agbola, S. B., Angelsen, A., Bruce, J. W., et al. George, P. (2001). The causes of land-use and land-cover change : moving beyond the myths. *Global environmental change*, 11(4), 261-269.
- Lestrelin, G., et al. (2012). Challenging established narratives on soil erosion and shifting cultivation in Laos (Remise en question des récits établis sur l'érosion des sols et l'agriculture itinérante au Laos). *Natural Resources Forum*, 36(2), 63-75.
- Li, T. M. (2014). Qu'est-ce que la terre ? Assembler une ressource pour l'investissement mondial. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 39(4), 589-602.
- Li, T. M. (2018). Après l'accaparement des terres : La violence infrastructurelle et le "système mafieux" dans les zones de plantation de palmiers à huile en Indonésie. *Geoforum*, 96, 328-337. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2017.10.012>
- Liu, F. H., Ganesan, V. et Smith, T. E. (2020). Contrasting communications of sustainability science in the media coverage of palm oil agriculture on tropical peatlands in Indonesia, Malaysia and Singapore. *Environmental Science & Policy*, 114, 162-169.
- Lunkapis, G. J. (2013). Confusion over land rights and development opportunities through communal titles in Sabah, Malaysia (Confusion sur les droits foncières et possibilités de développement par le biais de titres communaux à Sabah, Malaisie). *Asia Pacific Viewpoint*, 54(2), 198-205.
- Mahanty, S. (2022). *Unsettled frontiers : Market formation in the Cambodia-Vietnam borderlands*. Cornell University Press.
- Majid Cooke, F. (2002). Vulnérabilité, contrôle et palmier à huile à Sarawak : Globalization and a New Era ? *Development and Change*, 33(2), 189-211.

- Majid Cooke, F. (2006). Chapter Two Expanding State Spaces Using 'Idle' Native Customary Land in Sarawak. Dans M. Cooke (Ed.), *State, Communities and Forests in Contemporary Borneo* (pp. 25-44). Canberra : ANU E Press.
- Majid Cooke, F. (2013). Constructing rights : Indigenous Peoples at the public hearings of the national inquiry into customary rights to land in Sabah, Malaysia. *Sojourn*, 28(3), 512-537.
- Makki, F. et Geisler, C., 2011, avril. *Développement par dépossession : Land grabbing as new enclosures in contemporary Ethiopia*. In International Conference on Global Land Grabbing (Vol. 68). Future Agricultures Sussex, Royaume-Uni.
- McAllister, K. E. (2015). Caoutchouc, droits et résistance : L'évolution des luttes locales contre une concession d'hévéa chinoise dans le nord du Laos. *Journal of Peasant Studies*, 42 (3-4), 817-837.
- Mertz, O. et Bruun, T. B. (2017). Shifting cultivation policies in Southeast Asia (Politiques de cultures itinérantes en Asie du Sud-Est). Dans M. Cairns (Ed.), *Shifting cultivation policies : Balancing environmental and social sustainability* (pp. 27-42). CABI.
- Mertz, O., Padoch, C., Fox, J., Cramb, R. A., Leisz, S. J., Lam, N. T., et al. (2009). Swidden change in Southeast Asia : Understanding causes and consequences. *Human Ecology*, 37(3), 259-264.
- Mongabay, 2021a. "Bornean communities locked into 2-million-hectare carbon deal they don't know about", 9 novembre 2021. <https://news.mongabay.com/2021/11/bornean-communities-locked-into-2-million-hectare-carbon-deal-they-dont-know-about/>, consulté le 25 février 2022.
- Mongabay 2021b. "Details emerge around closed-door carbon deal in Malaysian Borneo", 24 novembre 2021. <https://news.mongabay.com/2021/11/details-emerge-around-closed-door-carbon-deal-in-malaysian-borneo/>, consulté le 25 février 2022.
- Moonen, P. C. J., Verbist, B., Schaeperherders, J., Bwama Meyi, M., Van Rompaey, A., Muys, B., Meyi, M. B. 2016. L'identification des facteurs de déforestation basée sur les acteurs ouvre la voie à une REDD+ efficace en RD Congo. Land Use Policy.
- Nanhhavong, V., et al. (2021). Pathways to Human Well-Being in the Context of Land Acquisitions in Lao PDR. *Global Environmental Change*, 68, Article 102252. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102252>
- Nasser, F., Maguire-Rajpaul, V. A., Dumenu, W. K. et Wong, G. Y. (2020). Climate-smart cocoa in Ghana : how ecological modernisation discourse risks side-lining cocoa smallholders. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 4.
- Ndami, C. (2017). Les agricultrices et la propriété foncière en pays bamilek'e (Cameroun). Un droit foncier coutumier en tension. *Cahiers Du Genre*, 62(1), 119-139.
- Ngidang, D. (2002). Contradictions in Land Development Schemes : The Case of Joint Ventures in Sarawak, Malaysia. *Asia Pacific Viewpoint*, 43(2), 157-180.
- Njoh, A. J. (2000). Continuité et changement dans la politique foncière camerounaise. *Planning Perspectives*, 15(3), 241-265.
- Institut d'Oakland. 2011. *Comprendre les transactions d'investissement foncier en Afrique : Le rôle des agences de développement*. Land Brief Deal, décembre 2011. Oakland, Californie.
- Oakland Institute, 2020. *Driving Dispossession : The Global Push to "Unlock the Economic Potential of Land" (La pression mondiale pour "libérer le potentiel économique de la terre")*. Oakland, Californie.
- Ordway, E. M., Asner, G. P., & Lambin, E. F. (2017). Risque de déforestation dû à l'expansion des cultures de produits de base en Afrique subsaharienne. *Environmental Research Letters*, 12(4), article 044015.
- Oyono, R. 2005. De la diversité à l'exclusion pour les minorités forestières au Cameroun. Dans *The equitable forest : Diversity and community in sustainable resource management*, eds. C. J. Pierce Colfer, 115-144. Washington, DC : Resources for the Future.
- Oyono, R., 2013. *Les récits de l'accumulation et de la reconnaissance capitaliste des terres dans le Cameroun côtier*. Document de travail du LDPI. <http://www.plaas.org.za/sites/default/files/publications-pdf/LDPI29Oyono.pdf>.
- Padoch, C., Coffey, K., Mertz, O., Leisz, S. J., Fox, J. et Wadley, R. L. (2007). The demise of swidden in Southeast Asia ? Local realities and regional ambiguities. *Geografisk Tidsskrift-Danish Journal of Geography*, 107(1), 29-41.
- Peemans, Jean-Philippe (2014). Accaparement des terres et histoire du développement : l'expérience congolaise (RDC). In : Ansoms A., Hilhorst T. (Eds.), *Losing your Land : Dispossession in the Great Lakes*. James Currey : Woodbridge, Suffolk, Angleterre, pp. 11-35.
- Peltier, R., Dubiez, E., Diowo, S., Gigaud, M., Marien, J. N., Marquant, B., Peroches, A., Procs, P., Vermeulen, C. 2014. Régénération naturelle assistée dans les cultures sur brûlis l'agriculture : Résultats en République démocratique du Congo. *Bois et forêts des Tropiques*.
- Peluso, N. L., et Lund, C. (2011). Les nouvelles frontières du contrôle foncier : Introduction. *Journal of Peasant Studies*, 38(4), 667-681.
- Pemunta, N. V. (2013). La gouvernance de la nature comme développement et l'effacement des Pygmées du Cameroun. *GeoJournal*, 78(2), 353-371.
- Pemunta, N. V. (2014). Nouvelles formes d'enclosures foncières : Multinationales et production étatique du territoire au Cameroun. *Studia Sociologia*, LX, 1(2), 35-58.
- Pendrill, F., Persson, U. M., Godar, J., Kastner, T., Moran, D., Schmidt, S., et al. (2019). Le commerce agricole et forestier est à l'origine d'une grande partie des émissions liées à la déforestation tropicale. *Global Environmental Change*, 56, 1-10.
- Petitjean, Patrick. 2005. La science et la "mission civilisatrice" : La France et l'entreprise coloniale. Benediky Stutchey (ed). *Science Across the European Empires - 1800-1950*, Oxford University Press, pp. 107-128.
- Puyo, J. Y. (2005). Sur le mythe colonial de l'in'épuisabilité' des ressources forestières (Afrique occidentale française / Afrique équatoriale française, 1900-1940). *Cahiers de Géographie Du Québec*, 45(126), 479-496.
- Ramcilovic-Suominen, S. (2019). REDD+ comme outil de territorialisation de l'État. *Journal of Political Ecology*, 26, 263-281.
- Rasmussen, L. V., Coolsaet, B., Martin, A., Mertz, O., Pascual, U., Corbera, E., et al. (2018). Résultats socio-écologiques de l'intensification agricole. *Nature Sustainability*, 1(6), 275-282.
- Rasmussen, M. B. et Lund, C. (2018). Reconfigurer les espaces frontaliers : La territorialisation du contrôle des ressources. *World Development*, 101, 388-399.
- Rerkasem, K., Lawrence, D., Padoch, C., Schmidt-Vogt, D., Ziegler, A. et Bruun, T. B. (2009). Consequences of Swidden Transitions for Crop and Fallow Biodiversity in Southeast Asia (Conséquences des transitions de culture intercalaire pour la biodiversité des cultures et des jachères en Asie du Sud-Est). *Human Ecology*, 37(3), 347-360.
- Reuters, 2020. "Malaysia's Sabah aims to win big as world's first green palm-oil state", 28 janvier 2022. <https://www.reuters.com/markets/commodities/malaysia-sabah-aims-win-big-worlds-first-green-palm-oil-state-2022-01-27/>, consulté le 25 février 2022.
- Rossi, G. (1999). Forêts tropicales entre mythes et réalités. *Nature Sciences Sociétés*, 7(3), 22-37.
- Saha, F. (2019). Les instruments économiques pour l'atténuation des changements climatiques au Cameroun. *Geo-Eco-Trop*, 39, 89-102.
- Sato, J. (2000). People in between : Conversion and conservation of forest Lands in Thailand. *Development and Change*, 31(1), 155-177.
- Scoones, I., Smalley, R., Hall, R. et Tsikata, D. (2019). Narratives of scarcity : Framing the global Land Rush. *Geoforum*, 101, 231-241. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.06.006>
- Singh, S. (2020). Understanding changes for forest-dependent communities in upland Laos (Comprendre les changements pour les communautés dépendantes de la forêt dans les hautes terres du Laos). *Human Ecology*, 48(2), 199-209.
- Skutsch, M., et E. Turnhout. 2020. "REDD+ : si les communautés sont la solution, quel est le problème ? *Développement mondial* 130.
- Sonwa, D. J., Weise, S. F., Schroth, G., Janssens, M. J. J., Howard-Yana, S., & Shapiro, H. Y. (2014). Gestion de la diversité végétale dans les systèmes agroforestiers à base de cacao en Afrique de l'Ouest et du Centre - effets des marchés et des besoins des ménages. *Agroforestry Systems*.
- Taylor, P. (2016). Frontier Commoditisation in Post-Socialist Southeast Asia (La marchandisation des frontières dans l'Asie du Sud-Est post-socialiste). *Asia Pacific Viewpoint*, 57(2), 145-153.
- Tematio, P., Nyama, A. B., Kengni, L., & Bitom, D. (2001). Influence de la mise en culture sur la fertilité des sols en région forestière tropicale humide du Sud Cameroun. *Bulletin de la Société Vaudoise des Sciences Naturelles*, 87(4), 321-335.
- Thein, S., Moe, H., Diepart, J.-C., & Allaverdian, C. (2018). *Acquisitions de terres à grande échelle pour le développement agricole au Myanmar : A Review of Past and Current Processes (Acquisitions foncières à grande échelle pour le développement agricole au Myanmar : examen des processus passés et actuels)*. Série d'études thématiques du MRLG n° 9. Vientiane : MRLG.
- Les Vibes. 2022. "Not just US\$1,000 : Hoch Standard clarifies involvement with Sabah NCA", 6 février 2022. <https://www.thevibes.com/articles/news/53671/hoch-standard-clarifies-involvement-in-sabahs-carbon-trade-deal>, consulté le 28 juillet 2022.
- Tsing, A. L. (2003). Ressources naturelles et frontières capitalistes. *Economic and Political Weekly*, 38(48), 5100-5106.
- Tsing, A. L. (2005). *Frontiers of Capitalism* (pp. 27-50). Dans *Friction : An Ethnography of Global Connection*, Princeton University Press.
- Vandergeest, P., & Peluso, N. L. (2006). Empires of Forestry : Professional Forestry and State Power in Southeast Asia, Part I. *Environment and History*, 12(1), 31-64.
- White, B., Borras, S., Hall, R., Scoones, I. et Wolford, W. (2012). The new enclosures : Critical perspectives on corporate land deals. *Journal of Peasant Studies*, 39(3-4), 619-647.
- Wong, G. Y., Luttrell, C., Loft, L., Yang, A., Pham, T. T., Naito, D., et al. Brockhaus, M. (2019). Narratives in REDD+ benefit sharing : Examiner les preuves au sein et au-delà du secteur forestier. *Climate Policy*, 19(8), 1038-1051.
- Woods, K. (2015). *Commercial agriculture expansion in myanmar : Liens avec la déforestation*. Washington DC : Conversion Timber and Land Conflicts. <https://www.forest-trends.org/publications/commercial-agriculture-expansion-in-myanmar-links-to-deforestation-conversion-timber-and-land-conflicts/>.
- Banque mondiale. (2009). *Réveiller le géant endormi de l'Afrique : perspectives pour l'agriculture commerciale dans la zone de la savane guinéenne et au-delà*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. (2010). *Intérêt mondial croissant pour les terres agricoles : Peut-on en tirer des avantages durables et équitables ?* Washington DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale. (2017). *Favoriser l'activité agricole 2017*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Banque mondiale, 2019. *47 pays font 67 réformes pour aider les agriculteurs à développer leur activité*. Communiqué de presse, 21 octobre 2019. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2019/10/21/47-countries-make-67-reforms-to-help-farmers-grow-their-business>, consulté le 28 juillet 2022.
- Woods, K. M. et Naimark, J. (2020). Conservation as counterinsurgency : A case of ceasefire in a rebel forest in southeast myanmar. *Political Geography*, 83, Article 102251.

Tableau 1

Les récits utilisés pour imaginer les frontières comme des "espaces d'opportunités".

Récits	Cas tirés de la littérature	Références	Critiques, implications, causalités et rétroactions
La frontière comme terre vide avec de vastes ressources à exploiter	La littérature sur le bassin du Congo présente un récit colonial de "réserves inépuisables" de forêts qui justifie l'imposition de régimes et de législations foncières permettant l'extraction par les colons et les entreprises coloniales.	Coquery-Vidrovitch, 1972 ; Ndami, 2017 ; Oyono, 2013 ; Puyo, 2005 ; Rossi, 1999	Les expéditions coloniales ont été suivies par des entreprises privées rivalisant pour l'extraction du bois, du caoutchouc et de l'ivoire. En échange des droits d'extraction, les entreprises construisaient et entretenaient les infrastructures et les réseaux de transport, ce qui, selon Coquery-Vidrovitch (1972) , conférait à ces industries une compétence considérable en matière de développement futurtrajectoires et ressourcela gouvernance. Le même discours l'accaparement des terres en République démocratique du Congo depuis le début des années 2000 est un exemple répété de l'utilisation massive de "terres vacantes". Peemans (2014) affirme que l'invocation délibérément répétée que seuls 6,7 millions d'hectares (ou 3 % de la superficie de la RD Congo) sont actuellement cultivés, donne faussement l'impression que les paysans ne seront pas menacés par les 11 millions d'hectares de concessions que l'État prévoit d'investir.
	En Asie du Sud-Est continentale, les régions frontalières du Laos, du Cambodge et du Viêt Nam étaient considérées comme une frontière "non colonisée" ou non peuplée dans les conflits coloniaux entre les Siamois (Thaïlandais) et les Français.	Barney, 2009 ; Cleary, 2003 ; Einzenberger, 2016	Les intérêts commerciaux et capitalistes de la France faisaient partie intégrante de son projet de colonisation de l'Indochine et les frontières sont un espace caractérisé par l'assemblage d'institutions autour de ressources particulières, Il s'agit par exemple d'extraire une rente de l'agriculture existante (riz), de permettre l'exploitation de ressources précieuses (bois) et de créer des terres disponibles pour la production agricole de produits de base (caoutchouc, thé, café) (Mahanty, 2022). Pourtant, les frontières sont continuellement en formation - le 21e le néolibéralisme frontalier du Laos du siècle dernier est alimenté par de nouveaux capitaux d'entreprise pour exploiter les ressources naturelles et par un ensemble de programmes de réforme agraire qui créent de nouveaux enclos et marginalisent les populations rurales et les agriculteurs dans le cadre de la politique de transformation des terres en capital menée par l'État depuis 2006 (Barney, 2009 ; Kenney-Lazar et al., 2018).

<p>La frontière comme un "gâchis terres" à des cultures productives</p>	<p>Le Nord britannique Borneo Chartered La société a introduit un code foncier dans ce qui est aujourd'hui l'État de Sabah en Malaisie, où les terres classées comme "déchets" ou "non cultivées" sont accordées aux sociétés britanniques et européennes pour le développement de plantations de "mise en valeur". L'une des premières mesures prises par James Brooke dans ce qui est aujourd'hui la Malaisie du Sarawak a été de chercher à codifier le régime foncier. La loi de 1863 sur les terres Les règlements ont donné le régime Brooke a des droits sur toutes les "terres inoccupées et stériles" que l'administration Brooke peut ensuite louer à des particuliers et à des entreprises.</p>	<p>Cleary, 2002, 2005b, Doolittle, 2004 Cleary et Eaton, 1996 ; Majid Cooke, 2002</p>	<p>La colonisation britannique code foncier de 1883 définissait le régime foncier "coutumier" comme la possession d'une terre par des "indigènes" par une résidence ou une culture continue pendant au moins trois années consécutives, ou autrement considérée comme un abandon ou un "gâchis". Cette interprétation excluait les communautés indigènes pratiquant la culture itinérante extensive ou le pâturage - et permettait l'utilisation coloniale des terres pour les plantations de tabac, ce qui était en fait une forme d'exploitation de la terre. encore plus dégradation de l'environnement (Doolittle, 2004). Ce récit se reflète dans les révisions contemporaines de la législation de l'ère coloniale au Sabah (2009 Amendment to the 1930 Sabah Land Ordinance), où la délivrance de titres communaux aux communautés autochtones pour des terres sur lesquelles elles ont établi des droits coutumiers a été accordée à la condition que ces terres soient utilisées pour des cultures commerciales à grande échelle, comme le palmier à huile (Lunkapis, 2013; Majid Cooke, 2013).</p>
	<p>L'Allemagne colonial l'administration a revendiqué tous les inoccupé parcelles de terrain qui sont unilatéralement déclarée comme <i>terra nullius</i> (comme n'appartenant à aucun un et donc à la recherche de récupération). Post-colonial Cameroun 1974 Ordonnance foncière a rétabli la concept de "vacant et sans propriétaire terre" à être revendiqué comme des terres nationales pour développement.</p>	<p>Pemunta, 2013, 2014 ; Kelly et Peluso, 2015 ; Njoh, 2000</p>	<p>Le postcolonial L'État du Cameroun a affecté le discours de <i>terra nullius</i> par son création de agricole frontières comme les espaces gouvernables (Pemunta, 2014). Le pays de 1974 Ordonnance (qui reste encore en pratique en 2022) stipule que tous les terre sans titre et manquant de physique signes de propriété tels que les la culture était "Terres nationales" - permettant à l'État contrôle pour "s'assurer l'utilisation rationnelle des terres en l'impératif... l'intérêt de la défense ou les politiques économiques de la nation " (Njoh, 2000, p. 255). Les discours de Le poste vacant a permis à la société d'État les entreprises à prendre sur les anciennes colonies plantations (Gerber et Veuthey, 2011), qui a été ensuite transféré à entreprises privées au cours de la phase structurelle les réformes des années 1990 et au début des années 2000, processus qui ont conduit à plusieurs reprises à la déplacement et dépossession de les petits exploitants et chasseur autochtone cueilleurs sans titres officiels (Oyono, 2005 ; Pemunta, 2013).</p>

	<p>Le concept de vacants et friches a permis à la population coloniale et postcoloniaux États à revendiquer terrains pour la <i>mise en valeur</i> (mettre en). Institution britannique des lois foncières en Myanmar (circa 1839) visait à convertir les déchets se pose en productif culture dans le cadre de ses recettes modèle.</p>	<p>Ferguson, 2014 ; Kusakabe et Myae, 2019 ; Kenney-Lazar et Mark, 2021</p>	<p>Pemunta (2014) a fait valoir que les "nouvelles les "pièces jointes" à activer la <i>mise en valeur</i> au Cameroun pendant la structure période d'adaptation de les années 1990 ont pris à l'endroit même où se trouvent les sites de l'ancienne frontières coloniales. Cette fois-ci cependant, investissements étrangers et les accaparements de terres sont facilitée et financés par des fonds mondiaux des acteurs tels que la Banque mondiale, UE et gouvernements étrangers (la France, la Chine, les US) par l'intermédiaire de la privatisation et la libéralisation du commerce (Institut d'Oakland 2011). Terres incultes en Myanmar sous Régime colonial britannique souvent inclus espaces communs utilisé pour le bétail le pâturage et par tribus nomades et terres laissées en jachère de changer culture pratiques. Les concept de La terre en friche était persistant tout au long de la différents les gouvernements de postcolonial Myanmar - le Armée Gouvernement a mis en place un centre Comité pour Gestion des Terres cultivables, Jachères et Waste Land en 1991, et c'était à l'époque recadrée par la démocratique Le gouvernement en tant que Vacants, en jachère et Terre vierge Droit de la gestion en 2012 - tous deux avec la même vise à contrôler les peuples autochtones et d'allouer les fonds nécessaires à la mise en œuvre de la politique de l'UE en matière d'environnement. les propriétés foncières pour entreprises d'État et internationale investisseurs. colonial français politique en Cochinchine (aujourd'hui Sud du Vietnam) était ancrée dans la exercice du pouvoir sur les terres, les ressources et les personnes comme ses "<i>mission civilisatrice</i>". Cleary's (2003, 2005b) examen du matériel d'archives a indiqué une utilisation forcée du code foncier à remplacer la commune les formes d'occupation et colonial sécurisé droits, ce qui pourrait être utilisé comme garantie pour la <i>mise en valeur</i> du territoire pour entreprises coloniales dans le secteur des plantations. Cette pratique a ensuite été étendue aux colonies françaises de l'Annan (Cambodge) et du Tonkin (Laos).</p>
--	---	---	---

Tableau 2 Récits de sociétés rurales et pratiques locales en quête de changement dans les régions frontalières.

Récits	Cas tirés de la littérature	Références	Critiques, implications, causalités et rétroactions
Les cultivateurs itinérants, moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts	Avec les routes et la croissance démographique, la culture itinérante et l'agriculture à petite échelle sont régulièrement identifiées comme le principal moteur de la déforestation dans le Bassin du Congo. Des publications plus récentes mettent en évidence les plantations agro-industrielles. De même, la littérature de l'Asie du Sud-Est souligne que les gouvernements ignorent souvent - et protègent - la déforestation par des formes de développement à forte intensité de capital et parrainées par l'État.	Études mondiales : Bryant, 1996 Bassin du Congo : Duguma et al, 2014 ; Peltier et al. 2014 ; S ; wa et al. 2014 ; Gillet et al. 2016 ; Saha, 2019 ; Asie du Sud-Est : Andersen, 2016 ; Broegaard et al, 2017 ; Woods, 2015	L'accent mis par la recherche scientifique sur l'agriculture itinérante en tant que moteur de la déforestation persiste dans la littérature coloniale et contemporaine, en dépit d'un nombre croissant de publications qui fournissent des preuves plus nuancées et contradictoires, voire insuffisantes, de ces affirmations (Fox, 2009 ; Mertz et al., 2009 ; Ickowitz, 2006). De même, l'accent mis sur les effets environnementaux négatifs de l'agriculture itinérante (FAO, 1974) est de plus en plus contrebalancé par des preuves qui présentent des résultats plus nuancés (Lestrelin, 2012 ; Rerkasem et al., 2009). Cependant, la problématisation simpliste continue d'être dominante non seulement parmi les fonctionnaires, mais elle est également reproduite par de nombreuses organisations internationales et nationales, des consultants et des organisations de la société civile dans leurs décisions de financement et dans leurs initiatives de conservation et de développement jusqu'à aujourd'hui (Cole et al., 2017 ; Oakland Institute 2011, 2020 , Ramcilovic- Suominen, 2019 ; Sato, 2000). Cette problématisation est renforcée par des solutions politiques qui mettent l'accent sur les responsabilités des communautés dépendantes des forêts et des petits exploitants pour protéger et conserver les forêts, comme dans le cas des stratégies REDD + (Skutsch et Turnhout, 2020).
Les cultivateurs itinérants sont considérés comme arriérés et pauvres	Dans le bassin du Congo, la culture itinérante est considérée comme une « sorte de fatalité qui semble condamner les pays ... à une stagnation physique et intellectuelle éternelle ». Le même discours a prévalu en Asie du Sud-Est, où les cultivateurs de terres arables sont considérés comme des « personnes de qualité inférieure » dans le sud-ouest de la Chine ou comme des « populations isolées et arriérées » en Indonésie, et sont considérés comme « l'autre » par le gouvernement et la société.	Leigh, 2011 ; Fox, 2009	Ce récit est encore repris aujourd'hui dans le Bassin du Congo (Tematio et al., 2001) ; Bweya et al., 2019) et instrumentalisé dans les politiques de développement conservationnistes actuelles (Camara et al., 2012 ; Pemunta, 2013). L'agriculture itinérante est considérée comme irrationnelle ou improductive, la littérature est remplie de solutions « rationnelles » de gestion des terres pour augmenter les rendements et intégrer les agriculteurs aux marchés locaux et mondiaux (Kotto-Same et al., 1997).
	L'appel de la FAO (1957) aux « gouvernements, centres de recherche, associations et personnes privées en mesure d'apporter leur aide » visait à stimuler la recherche pour résoudre le « problème » de l'agriculture itinérante, considérée comme « un type de pratique agricole rétrograde » et « un stade rétrograde de la culture en général ».	Mertz et al, 2009, p.259 , FAO, 1957	En Asie du Sud-Est, ce récit est utilisé pour justifier les politiques de longue date visant à réinstaller les cultivateurs itinérants (considérés comme le moteur de la déforestation et de la dégradation des forêts) et à faciliter l'agriculture intensive et les plantations (voir par exemple McAllister (2015) , Kenney-Lazar (2013) et Evrard et Goudineau (2004) pour le cas du Laos, et Andersen (2016) pour le Sarawak). Borras et Franco (2018) ont noté que les mêmes récits sont répétés dans les mouvements plus récents en faveur du changement climatique et de l'économie verte et utilisés pour justifier les fondements de ces mouvements basés sur le marché - « many (if not most) of which are attempts to commodifying nature » (p.1309). Les conséquences sont considérables, car la problématisation des récits a des conséquences raciales dans les solutions proposées. Woods et Naimark (2020) soulignent que les organisations internationales de protection de la nature ciblent spécifiquement le peuple Karen au Myanmar contre la culture intercalaire et la culture de la noix de bétel, et que les discours environnementaux mondiaux ont été utilisés pour légitimer les déplacements forcés de civils Karen sous le gouvernement militaire.

Tableau 3 Des récits promouvant des « solutions » rationnelles dans les régions frontalières.

Récits	Cas tirés de la littérature	Références	Critiques, implications, causalités et rétroactions
La sylviculture scientifique, un progrès	La relation entre la foresterie scientifique et la politique coloniale en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne est née de la critique des pratiques indigènes et de la culture itinérante. L'agriculture itinérante était considérée comme une pratique à « discipliner ».	Cleary, 2005a, cité dans Cleary, 2005a	La mission des ingénieurs forestiers coloniaux était la valorisation des produits d'exportation et la protection des forêts « en danger » contre les populations locales perçues comme ignorantes et destructrices (Bryant, 1996 ; Cleary, 2005a). Des cadres juridiques français ont été adoptés pour les terres et les forêts au Laos et au Vietnam (Cleary, 2003, 2005a), en Afrique de l'Ouest (Ballet et al., 2009); des codes fonciers et des institutions forestières britanniques à Bornéo Nord et au Myanmar ((Bryant, 1996 ; Cleary, 2002); des lois forestières néerlandaises en Indonésie (Vandergeest et Peluso, 2006) ; et la complexité des codes fonciers allemands, français et britanniques au Cameroun (Kelly et Peluso, 2015 ; Pemunta, 2014). La territorialité est devenue une priorité croissante pour les nouvelles agences coloniales des forêts et de l'agriculture et leur travail de délimitation de frontières administratives et territoriales « nettes » pour gérer les forêts et les terres agricoles et, par extension, les pratiques dans ces zones (Vandergeest et Peluso, 2006).
Le développement de marchés à grande échelle est toujours considéré comme la solution à la pauvreté chronique et à la faible productivité dans les régions frontalières dans les politiques contemporaines	Le gouvernement malaisien du Sarawak affirme que les projets à grande échelle « apporteront le développement à la population » en utilisant simultanément des « terres en friche » et en « créant des emplois » pour les sortir de la pauvreté.	Andersen, 2016, Cramb, 2013	Les jachères forestières étaient perçues comme « inactives » ou « vides » et considérées comme un piège à pauvreté. Dans le cadre du programme de développement foncier Konsep Baru de l'État du Sarawak, introduit au milieu des années 1990, seul le secteur privé est autorisé à exploiter ces ressources foncières dans le cadre d'accords de coentreprise, les droits et intérêts traditionnels des autochtones étant démantelés dans la précipitation de l'établissement de plantations commerciales de palmiers à huile (Ngidang, 2002). Majid Cooke (2006) affirme que le Konsep Baru est une expansion des espaces de l'État sur les terres coutumières autochtones et que les fonctionnaires des forêts et de l'agriculture considèrent qu'il favorise l'intégration des populations indigènes Dayak dans le « courant principal » du développement économique, tout en contrôlant leur potentiel d'organisation politique. Cette perspective raciale du développement peut être attribuée à l'administration coloniale de Brooke sur les terres et à leur propre vision en tant que protecteurs bienveillants de la loi et du bien-être des autochtones (Porter, 1967 ; dans Majid Cooke, 2002).
	Le cacao et l'agroforesterie sont fortement encouragés dans tout le bassin du Congo comme une option durable à la culture itinérante.	Bisiaux et al., 2009	Des études soulignent comment la libéralisation du secteur du cacao et les fluctuations de prix qui en découlent enferment les agriculteurs dans une dépendance vis-à-vis de ces systèmes de production (Jagoret et al., 2009). De plus, les agroforêts sont souvent créées par de grandes entreprises multinationales et visent des produits d'exportation (café, cacao et palmier à huile) avec peu de bénéfices pour la population locale (Nasser et al., 2020).